



Un ministre qui déraile

Il fallait être bien assis pour lire l'interview de Darmanin qu'a réalisé le journal Ouest France. Après Macron et les Ouibus, voici Darmanin et le Fiscobus...

Tout l'entretien est surréaliste, gaguesque, bourré de contradictions, de faussetés.

Le climat social monte, il va falloir calmer les esprits et le ministre de l'action et des comptes publics opère une volte-face des plus acrobatiques.

Moins de taxes, il y est opposé car celles-ci ne produisent pas les effets escomptés. « Si la France devait aller mieux avec plus de taxes, ça se saurait » affirme-t-il de façon péremptoire. On remarquera la qualité de l'argumentation. Il est vrai qu'après l'épisode du repas à 200 € sans le vin, le ministre a montré l'étendue de son savoir sur le pouvoir d'achat des Français.

On atteint même des sommets lorsque pour répondre à la destruction massive et sans état d'âme du réseau de la DGFIP, il a échafaudé un plan qui permettrait de remettre les agents des Finances Publiques au sein du milieu rural et des quartiers.

Ce sont les agents qui viendraient donc renouer le contact avec la population en y assurant des permanences en bus,

« ...façon bibliobus, comme dans le village où j'ai passé une partie de ma jeunesse dans le Nord. » À la bonne heure ! Les organisations syndicales l'ont martelé dans toutes les commissions paritaires : l'ASR (Adaptation des Structures et du Réseau) détruit l'essence de notre maillage territorial, ne le rendant plus assez dense pour rendre le service public auquel l'utilisateur est en droit de prétendre.

Dans ce bibliobus, ce futur sinistre n'avait dû emprunter que des Oui-Oui. Oui-Oui détruit la trésorerie, Oui-Oui crée le travail à domicile en arrêt maladie, Oui-Oui chez le buraliste et à la Poste, Oui-Oui taxe les pauvres, Oui-Oui supprime la taxe d'habitation d'une main mais la reprend autrement, Oui-Oui exonère les nantis...



exhaustive des parties autorisées, p 25 de la notice).

7) Grève record à la DGFIP : les syndicats exigent le retour aux 45h payées 35 !!!

René, 38 ans de vie syndicale derrière lui, en a pourtant vu d'autres, mais cette fois, il en a gros !

Pour l'occasion, il a d'ailleurs enfilé son déguisement d'e-Baffe et s'est équipé du taser plastique de son petit-fils pour rejoindre le cortège de la manifestation.

La Direction ne sachant pas comment réagir face à la médiatisation de l'événement, a commandé un sondage d'opinion auprès des Français.

Confortée par les résultats du sondage et suite à l'intervention des forces de l'ordre, la DGFIP a le plaisir d'annoncer un recrutement massif exceptionnel pour combler le manque de personnel suite à la grève.

(à partir d'un article de nos camarades du département 47 qui se sont librement inspirés d'un échange sur le forum Ulysse)

discuter "entre hommes" d'une discrimination touchant majoritairement des femmes ? Bravo pour la parole des concernées, toutes nos félicitations.

Sinon, vous pourrez aussi "accompagner une femme par le tutorat dans son évolution de carrière". "La" femme étant intrinsèquement moins talentueuse que "l'"homme, elle doit bénéficier d'un tutorat spécifique pour faire carrière. Il n'y a AUCUN problème de ralentissements de carrière, de discriminations aux concours ou sur les affectations de poste (surtout chez les cadres supérieurs), de réunions à des heures inconciliables avec une vie de famille, et ainsi de suite. Non, le seul problème de "la" femme est un besoin de formation de plus que ses collègues masculins, puisqu'elle est moins douée.

Mais ce sondage a été approuvé par les services centraux. Ceux qui assurent qu'ils sont à la pointe de la question sur ce sujet. Si, si. On vous le jure.

IPSOS Facto : La DGFIP en tête de la lutte contre le sexisme !

Nous y avons encore eu droit récemment, notre direction se soucie au plus haut point de la lutte contre les discriminations et violences sexistes et sexuelles. Et, comme toujours, une pluie de petits grains de sable vient se glisser dans les beaux discours. Dernier en date ? Le sondage IPSOS, le baromètre social dont on nous rabat les oreilles, et plus particulièrement la merveilleuse question sur "l'engagement à des actions visant plus d'égalité". Les actions en question ?

Autant les formations sur le thème de l'égalité peuvent être intéressantes, autant "s'engager dans un club d'ambassadeur d'hommes" pose déjà un problème. Quid des femmes ? Elles n'ont pas le droit à la parole ? Ces messieurs vont



Pour en finir avec l'idée reçue du prétendu poids des cotisations sociales

Au gouvernement et au patronat qui ne cessent de présenter la baisse (ou la suppression) des cotisations comme une mesure sociale ce que nous leur répondons c'est que c'est en réalité tout l'inverse. Et ils se gardent bien d'évoquer la question centrale qui est celle des salaires et de la juste répartition des richesses. La solution passe par une AUGMENTATION DES SALAIRES ! Petite explication :

Les cotisations sociales sont une partie intégrante de notre salaire. Nous parlons alors de « salaire socialisé ». De quoi s'agit-il au juste ? Un employeur ne croule pas sous les « charges » comme on l'entend trop souvent. Non ! Il vous fait en réalité un versement de VOTRE salaire en 2 temps : Une partie qu'il vous verse chaque mois directement, c'est le salaire net. L'autre partie est versée sous forme de cotisations sociales, c'est la composante collective du salaire, ou le salaire dit « socialisé ».

La cotisation sociale fait donc bien partie intégralement de votre salaire.

Se battre contre la baisse des « charges patronales » c'est défendre objectivement le seul intérêt du patronat qui donc nous vole une partie de notre salaire. Les cotisations sociales permettent de financer la Sécurité sociale

LE COÛT SOCIAL DES RICHES EN CHIFFRES

- 20 % c'est l'augmentation annuelle de la fortune des 2 000 milliardaires les plus riches du monde.

- 28 % c'est l'augmentation annuelle de la fortune des 40 milliardaires français entre 2016 et 2017.

- 110 milliards d'euros (fin 2020) gaspillés pour le CICE qui devaient permettre de créer 1 000 000 d'emplois.

- 80 milliards d'évasion fiscale PAR AN.

Tordre définitivement le cou au mensonge des « allègements de charges » : la CGT a

largement dénoncé les mesures d'exonérations pour trois raisons :

– Elles constituent de véritables trappes à bas salaires ; en clair, plus le salaire est proche du SMIC plus les réductions sont importantes, une aubaine pour le patronat qui tire les salaires vers le bas.

– Elles n'ont aucun effet positif sur l'emploi. Depuis le temps qu'existent des dispositifs d'exonérations, si le chômage avait diminué, ça se saurait.

– Par le biais de la compensation des exonérations par l'Etat, elles participent à la fiscalisation du financement de la Sécurité sociale.

La protection sociale n'est pas une « charge », c'est un bien collectif que la société doit garantir solidairement. Chaque personne doit pouvoir en bénéficier en fonction de ses besoins.

Défendre les cotisations sociales, c'est défendre nos salaires, notre sécurité sociale, nos protections pour faire face aux aléas de l'existence. La Sécu c'est notre couverture maladie, ce sont nos retraites, nos prestations familiales et sociales.

Quand Macron propose « d'accroître le pouvoir d'achat en diminuant les cotisations sociales », il ne propose rien d'autre que de le financer avec notre propre argent, tout en détruisant la notion même de solidarité.

Si le gouvernement décidait de s'attaquer à l'évasion fiscale, s'il instaurait une véritable justice fiscale, s'il décidait de taxer enfin le capital et de mettre un terme aux exonérations il y aurait largement de quoi financer l'augmentation des salaires, des pensions et des prestations sociales.

(d'après un article de nos camarades de la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux)

« La caste, Enquête sur cette haute fonction publique qui a pris le pouvoir »

Par Laurent Mauduit (Edition La Découverte, septembre 2018)

L'auteur décortique le parcours de hauts fonctionnaires de l'Etat français qui ont hélas repris la formule de Benjamin Constant : "servons la cause et servons nous". Le lecteur apprend ainsi que de grandes banques sont dirigées par d'anciens inspecteurs des finances (« pantouflage » à BNP Paribas, Société Générale, BPCE, Crédit Mutuel) et que le retour de ces PDG dans la sphère publique (appelé « retro pantouflage ») pose la question de la neutralité et de l'indépendance dans leur rôle de conseillers du prince.

Ces hauts fonctionnaires servent-ils encore l'Etat et le service public ? En quoi

cette porosité générale entre public et privé impacte-t-elle les politiques publiques et les réformes libérales actuelles (démantèlement du service public, retraite par points, PAS, destruction du droit du travail, ...) ? S'agit-il d'une OPA de la pensée libérale sur les postes de la République ?

Les exemples décrits dans cet ouvrage sont nombreux et significatifs. L'affaire « Worldline » débusquée par la CGT et impliquant d'anciens Directeurs de la DGFIP, n'en est hélas qu'un énième épisode.



Grève en mode dégradé ?

Décidément, on n'arrête pas le progrès social à la DGFIP. La journée de grève du 9 octobre a vu les directions des Finances Publiques assurer un service minimum : pas de relevé du nombre de grévistes par rapport aux agent-es devant être présent-es et un taux de grève national sorti du chapeau.

Pour plusieurs directions questionnées par la CGT, il s'agissait d'une grève en mode « allégé ». Question : comment fait la Direction Générale pour calculer et annoncer un taux de grève avec une équation à une seule inconnue (qui n'en est pas une) à savoir le seul nombre de grévistes ? Ce mode de calcul dégradé invisibilise en grande partie la contestation sociale et ne permet pas au syndicat de faire une analyse fine des mobilisations.

